

La Freedom Box ou la petite boîte qui voulait que l'Internet restât libre

Paradoxes apparents. Peut-on simultanément souhaiter la *fermeture* des données et l'ouverture d'Internet ? Peut-on se féliciter du rôle joué par Facebook et Twitter en Tunisie ou en Égypte tout en affirmant que ces sites sont à très court terme dangereux pour ceux qui les utilisent ?



C'est cette double problématique qui est au cœur de la **FreedomBox Foundation**, le nouveau projet du brillant juriste de la FSF Eben Moglen qui fait régulièrement l'objet de billets sur ce blog. Et la solution qu'il nous propose est aussi simple que de brancher son chargeur de téléphone, à ceci près que c'est alors un mini serveur que nous mettons dans la prise (sous OS libre évidemment)^[1].

Il est ici question de nos données personnelles, de notre vie en ligne, de notre manière de communiquer et d'interagir avec les autres. Et il s'agit bien moins de se cacher que de pouvoir choisir et définir à notre guise les conditions du partage de ces données, dans un Internet menacé aujourd'hui dans ses fondements mêmes par la censure, le filtrage ou le non respect de sa neutralité originelle.

Personne ne nous a obligés. Mais puisque c'était gratuit, c'était pratique, nous avons mis nos infos et nos amis sur Facebook et Twitter, nos messages dans Gmail, nos photos sur Flickr, nos vidéos sur YouTube, nos documents dans Google Docs... Au final nous avons participé ensemble à un formidable mouvement de centralisation du Net, où un nombre très restreint de sites hébergent une quantité phénoménale de données personnelles.

Que se passe-t-il le jour où ces quelques sites sont rendus volontairement ou non

inaccessibles ?^[2] Et que font ou feront exactement ces sites, tous commerciaux (et tous américains), avec nos données ?

C'est avant tout cela aujourd'hui le cloud computing que des marketeux de génie osent encore nous présenter comme de « l'informatique dans les nuages ». Des nuages, il y en a de moins en moins en fait mais ils sont de plus en plus gros et annoncent à n'en pas douter de futures tempêtes si nous n'y faisons rien.

Agir, c'est en l'occurrence faire revenir nos données chez nous, à la maison, dans le mini serveur branché sur la prise. Cela peut paraître totalement irréaliste vu l'état de la situation actuelle, mais les acteurs du Libre n'en sont plus à un projet fou près.

Ils nous auront prévenus en tout cas...

Moglen, la Freedom Box et la liberté du Net

Moglen on Freedom Box and making a free net

Jonathan Corbet - 8 février 2011 - LWN.net

(Traduction Framalang : Jean, Gilles, Antistress, Yonnel et Goofy)

Eben Moglen est d'habitude un orateur enthousiasmant et sa conférence au FOSDEM 2011 a tenu toutes ses promesses. Le logiciel libre demeure, comme toujours, à la base de son discours, mais il a adopté une perspective plus politique et il pense que la communauté devrait en faire autant. Notre liberté, a-t-il dit, dépend d'une conception revisitée du réseau afin de remplacer des services vulnérables et centralisés par des alternatives qui résisteraient au contrôle des gouvernements.

La publication du livre Code de Larry Lessig, dit Eben, a attiré notre attention sur le fait que, dans le monde dans lequel nous vivons, le code fonctionne de plus en plus comme la loi. Le code fait le travail que lui demande l'État, mais il peut aussi servir la révolution contre l'état. Nous sommes aujourd'hui témoins de la démonstration magistrale du pouvoir du code, dit-il. Dans le même temps, il faut accorder beaucoup d'intérêt à la publication de The Net Delusion d'Evgeny Morozov qui proclame qu'Internet a été choisi pour contrôler les libertés dans le monde entier. Le livre est conçu comme un cri d'alarme contre les techno-optimistes. Eben est, selon lui, un de ces optimistes. La leçon qu'il a tiré des

événements actuels est que le bon réseau apporte la liberté, mais le mauvais réseau apporte la tyrannie.

Nous avons passé beaucoup de temps à élaborer des logiciels libres. Et ce faisant, nous avons joint nos forces à celles d'autres acteurs de la culture libre. Des personnes comme Jimmy Wales, mais aussi d'autres comme Julian Assange. Wikipédia et Wikileaks, dit-il, sont deux faces d'une même pièce. Au FOSDEM, il a déclaré qu'on peut voir une « troisième face » de cette pièce. Nous faisons tous partie de ceux qui se sont mis en ordre de bataille pour changer le monde sans créer de nouvelles hiérarchies dans l'opération. À la fin de l'année 2010, Wikileaks était perçue comme une opération criminelle. Les événements en Tunisie ont changé cette perception. Wikileaks s'est révélé être une tentative pour aider les gens à y voir plus clair sur leur propre monde. Wikileaks, a-t-il dit, n'est pas la destruction, c'est la liberté.

Mais maintenant il y a beaucoup d'Égyptiens dont la liberté dépend de la capacité à communiquer à travers des canaux commerciaux qui répondront à la pression du gouvernement. Nous voyons maintenant en temps réel les points faibles qui viennent de la mauvaise conception du système actuel (*NdT : Cet article a été rédigé le 8 février dernier, alors que Moubarak étant encore en place et le Net censuré*).

Les réseaux sociaux, a-t-il déclaré, ont modifié l'équilibre du pouvoir au détriment de l'État et au bénéfice du peuple. Les événements dans des pays comme l'Iran, la Tunisie, et l'Égypte démontrent leur importance. Mais les formes de communication sociale actuelles sont « extrêmement dangereuses » à utiliser. Elles sont aussi centralisées et vulnérables au contrôle de l'État. Leur conception est dirigée par le profit, pas par la liberté. Donc les mouvements politiques se basent sur des fondations fragiles : le courage de M. Zuckerberg ou Google à résister à l'État - le même État qui peut facilement les faire fermer.

De la même manière, l'information en temps réel pour les personnes essayant de construire leur liberté dépend d'un seul service de micro-blogging basé en Californie et qui doit faire du profit. Cette organisation est capable de décider, seule, de donner tout son historique à la bibliothèque du Congrès Américain. Qui sait le genre de *dons* elle a pu faire ailleurs ?

Nous devons résoudre cette situation, et rapidement. Nous sommes « derrière la

vague » des mouvements de libération qui dépendent essentiellement du code. Plus nous attendons, plus nous faisons partie du système. Et ça amènera rapidement des tragédies. Ce qui s'est déroulé en Égypte est riche d'enseignements, mais les choses auraient pu se passer de manière bien pire encore. L'État a été long à contrôler Internet et ne s'est pas montré aussi dur qu'il le pouvait. Selon Eben, ce n'est pas difficile de décapiter une révolution quand tout le monde est dans la base de données de M. Zuckerberg.

Il est temps de penser aux conséquences de ce que nous avons construit et de ce que nous n'avons pas encore construit. Nous avons parlé pendant des années de remplacer les services centralisés par des services fédérés ; la centralisation excessive est une vulnérabilité critique qui peut entraîner arrestations, torture, et meurtres. Les gens dépendent de la technologie qui est construite pour les vendre au plus offrant. Si nous nous soucions véritablement de la liberté, nous devons traiter ce problème. Parce que le temps presse et les gens sont dans une situation dangereuse. Eben ne veut pas que les gens qui prennent des risques pour la liberté utilisent un iPhone.

Ce que nous a montré l'Égypte, comme l'avait fait l'Iran, est qu'un réseau fermé est dangereux et que les « interrupteurs qui coupent le réseau » mettent en danger les gens épris de liberté. Que pouvons-nous faire quand un gouvernement verrouille les infrastructures du réseau ? Nous devons revenir à l'idée de réseaux en maille, conçus à partir des équipements existants, qui peuvent résister au contrôle gouvernemental. Et nous devons revenir à des communications sécurisées à chaque extrémité du réseau. Pouvons-nous le faire ? a-t-il demandé.

Bien sûr que nous pouvons mais le ferons-nous ? Si nous ne bougeons pas, la promesse du mouvement du logiciel libre commencera à ne plus être tenue. C'est la répression qui l'emportera en apportant la preuve que le réseau en tant que tel n'est en rien une garantie contre les régimes autoritaires.

L'Amérique du Nord, selon Eben, devient le cœur d'une industrie de data mining mondialisé. Quand le Président américain Dwight Eisenhower a quitté le pouvoir, il nous a mis en garde contre la montée en puissance du complexe militaro-industriel. En dépit de cet avertissement, les États-Unis ont, depuis, investi dans leur armée plus que tous les autres pays réunis. Depuis les événements du 11 Septembre 2001, un nouveau pas dans l'industrie de la surveillance a été franchi. Eben a fortement recommandé de lire les articles du dossier « Top Secret

America » publiés par le Washington Post. Ils nous permettent d'ouvrir les yeux sur un certain nombre d'opérations *à-la-Google*, toutes sous le contrôle du gouvernement. La protection des données en Europe a tellement bien fonctionné qu'elle a causé la migration de toutes ces données en Amérique du Nord, où leur usage n'est pas contrôlé. Le data mining, comme toutes les industries, a tendance à se déplacer dans les endroits où il y a le moins de contrôle. En aucun cas le gouvernement américain ne va changer cette situation, il en dépend bien trop fortement. Pendant la campagne présidentielle, Barack Obama excluait de donner l'immunité à l'industrie des télécommunications pour son rôle dans l'espionnage des Américains. Cette position n'a même pas duré le temps de l'élection. La politique actuelle d'Obama n'est pas très différente de celle de ses prédécesseurs, excepté dans les domaines où elle est moins agressive.

L'industrie privée ne changera pas les choses non plus, l'appât du gain n'entraînera ni le respect de la vie privée ni la défense des gens dans la rue. Les sociétés qui essaient de faire du profit n'y parviennent pas sans l'aval des gouvernements. Donc nous devons construire le Net en partant du principe que le réseau n'est pas intrinsèquement digne de confiance, et que les services centralisés peuvent aller jusqu'à tuer des gens. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être nonchalants et indifférents avec ça, nous devons remplacer tous ces points faibles.

Or nous savons comment nous sortir de cette situation. Nous devons créer des serveurs-prises qui sont bon marché et nécessitent peu de courant, et nous devons les remplir de « logiciels libres sympas ». Nous devons concevoir des réseaux maillés, élaborer des plateformes de téléphonie auto-construits avec des outils comme OpenBTS ou Asterisk, des réseaux sociaux fédérés, et des plateformes de publication anonymes. Nous devons conserver nos données dans nos maisons où elles sont protégées par des lois contre la recherche physique. Nous devons toujours chiffrer nos emails. Ces systèmes peuvent aussi être utilisés défensivement et servir de serveur proxy pour contourner les pare-feux nationaux. Nous pouvons faire tout cela a déclaré Eben, c'est tout à fait réalisable vu ce que nous avons déjà sous la main.

Eben a conclu en annonçant la création de la Freedom Box Foundation, qui a vocation à rendre tout cela disponible et « moins cher que des chargeurs de téléphone portable ». Il y a une génération, nous avons pris le chemin de la

liberté, et nous y sommes encore. Mais nous devons passer à la vitesse supérieure, et donner à nos outils un objectif plus politique. Nos amis sont dans la rue ; si nous ne les aidons pas, ils seront en danger. La bonne nouvelle est que nous avons déjà presque tout ce dont nous avons besoin, et qu'il n'y a plus qu'à se retrousser les manches.

Notes

[1] Pour avoir plus de détails sur les caractéristiques techniques des serveurs-prises, nous vous invitons à lire le billet de Philippe Scoffoni : FreedomBox Foundation, une initiative pour communiquer en sécurité sur internet.

[2] Crédit photo : Thierry Ehrmann (Creative Commons By)